



Universidad
Zaragoza

Trabajo Fin de Grado

L'abandon des Harkis: une longue plainte vers la
reconnaissance.

The abandonment of the Harkis : a long complain towards
acknowledgment

Autora

Paula Claramunt Martín

Directora

Nieves Ibeas Vuelta

Facultad de Filosofía y Letras / Universidad de Zaragoza
Año 2019

TABLE DE MATIÈRES

1 Introduction.....	3
2 Les Harkis: une figure souvent méconnue et oubliée.....	4
2.1 Qui sont les Harkis.....	4
2.2 Les Harkis et la guerre d'Algérie.....	6
2.3 Les oubliés de la France.....	8
2.3.1 L'abandon de De Gaulle.....	9
2.3.2 Les camps de transit.....	10
3 Principales revendications des Harkis après la Guerre d'Algérie.....	12
3.1 La révolte des Harkis.....	12
3.2 Le rôle des associations dans la lutte vers la reconnaissance.....	13
3.3 Réclamations actuelles concernant les Harkis.....	15
4 Reconnaissance et récompenses de la République Française.....	17
4.1 Engagement de l'État français par voie législative.....	18
4.2 Acceptation de responsabilités des successifs gouvernements et hommages consacrés à la mémoire historique des Harkis.....	20
4.2.1 Le gouvernement de Jacques Chirac.....	21
4.2.2 Le gouvernement de Nicolas Sarkozy.....	22
4.2.3 Le gouvernement de François Hollande.....	23
4.2.4 Le gouvernement d'Emmanuel Macron.....	24
5 Conclusion.....	28
6 Bibliographie et webographie.....	31

1 INTRODUCTION

Notre travail d'analyse académique part des revendications actuelles des enfants de Harkis, qui ont pris conscience du parcours historique de leurs parents et dénoncent l'abandon dont ceux-ci ont été relégués par la société française ainsi que leur situation d'inégalité par rapport au reste de l'armée française et de la société française. De même, nous allons préciser les réponses à ces revendications et les actions à cet égard de la part des successifs gouvernements de la République Française dans le XXI^{ème} siècle. Nous avons décidé de travailler sur la situation actuelle des Harkis car nous avons remarqué que les protestations des Harkis et leurs enfants ont commencé à émerger presque une cinquantaine d'années après les enjeux qui les concernent. Le propos fondamental de notre étude est de rendre compte de la condition sociale des Harkis et de leurs descendants après avoir subi des calamités ainsi que la mise en évidence des résultats et des réactions des gouvernements français actuels qui se sont vus obligés de réparer des erreurs commises par le gouvernement de Charles de Gaulle. Pour ce faire, nous avons tenu compte des récents témoignages de Harkis et d'enfants de Harkis publiés dans les différents journaux à l'époque actuelle. Nous avons pris également en considération des rapports élaborés par les Harkis et leurs descendants visant à porter plainte et à demander des réparations comme par exemple le rapport *la Reconnaissance et la Réparation des préjudices subis par les Harkis et leurs enfants* élaboré par le Collectif National Justice pour les Harkis et leurs familles : (CJHF) dorénavant; ainsi que le rapport *Aux Harkis la France reconnaissante*, présenté par le groupe de travail sur les Harkis proposé par le gouvernement d'Emmanuel Macron, qui prétend contribuer à la reconnaissance des Harkis en 2018. En plus, de nombreuses études ont été faites à ce propos, comme c'est le cas du rapport *Les Français musulmans rapatriés et leurs enfants* rédigé par Tom Charbit et publié 2003 au sein de l'Université René Descartes- Paris V. Il s'agit d'un recueil de données concernant les Harkis que nous allons analyser et utiliser pour pouvoir confirmer l'hypothèse que nous nous posons pour cette étude, l'abandon des Harkis. Dans la première partie de notre étude nous présentons les origines des Harkis et les actions du gouvernement de Charles de Gaulle qui nous mènent à parler d'abandon des Harkis. Ensuite, nous évoquons les principales plaintes et récriminations des Harkis aux gouvernements actuels depuis le commencement du XXI^{ème} siècle pour finalement expliquer les solutions que ces gouvernements ont donnée aux Harkis.

Nous avons décidé de nommer les Harkis avec une lettre majuscule afin de leur donner l'importance qu'ils disent mériter dans l'Histoire.

2 LES HARKIS : UNE FIGURE SOUVENT MÉCONNUE ET OUBLIÉE

Les Harkis étaient des anciens supplétifs engagés par l'armée française qui se sont battus pour la France pendant la guerre d'Algérie (1954-1962) (Chabi, 2007, p. 6). Ces supplétifs étaient des Algériens musulmans, qui ont été délaissés par le gouvernement de Charles De Gaulle après la guerre. Les Accords d'Évian, signés le 18 mars 1962 entre le gouvernement de la République Française et le Gouvernement Provisoire de la République algérienne (GPRA), mettaient fin à la guerre. Néanmoins, aucun des articles y était consacré aux Harkis, qui n'étaient pas contemplés comme de véritables Français (Ceaux et Chassard, 2018, p. 20). Après le cessez-le-feu, les Harkis étant menacés en Algérie, ils tentent d'arriver en France et la plupart de ceux qui y parviennent sont reclassés dans des camps qui leur supposent une marginalisation dont ils se sont souvent plaints. D'ailleurs, les témoins qui ont vécu ces événements ainsi que leurs héritiers considèrent qu'ils ont été abandonnés par la France, comme le Collectif national Justice pour les Harkis et leurs familles (CJHF) a mis en relief :

« Il convient surtout de s'interroger sur les responsabilités des autorités françaises qui ont désarmé et abandonné les Harkis » (2018, p. 7).

2.1 Qui sont les Harkis ?

Le terme Harki existait déjà avant la Guerre d'Algérie. Cette expression trouve son origine dans le mot arabe « haraka », qui en français signifie « mouvement » (Ageron, 1995, p. 5). Les Harkis avaient constitué des unités de supplétifs engagés dans l'armée française lors de la guerre d'Algérie et leur fonction principale était notamment celle de « maintien de l'ordre »¹. Il s'agissait des Algériens de confession musulmane qui se sont enrôlés dans l'armée française. Dans quelques cas, cet engagement s'est fait de façon volontaire et, dans d'autres cas, les Harkis étaient enrôlés de force dans l'armée

1 *Ibidem*

française, sous des pressions de la propre armée française, ou bien ils se voyaient obligées de la rejoindre afin d'assurer le maintien et la sécurité de leurs familles face à la menace du Front de Libération National (FLN)² (Ceaux et Chassard, 2018, p. 15). Les Harkis n'étaient pas la seule catégorie de supplétifs existante à l'époque ; il y avait aussi des Groupes mobiles de police rurale (GMPR), des moghaznis, des unités territoriales et des groupes d'autodéfense (GAD) (Ageron, 1995, p. 3-4). Le 8 février 1956, le général Lorrillot dicte la création des Harkas et l'établissement des normes à suivre dans chacune, par rapport au reste des catégories. En 1958, le nombre de Harkis s'élevait plus ou moins à 60 000 (Ceaux et Chassard, 2018, p. 8).

Les Harkas étaient des groupes mobiles de défense subordonnés à l'autorité militaire, et les Harkis étaient donc armés et dirigés par des chefs de Harka, c'est à dire, des jeunes officiers de souche française (Ageron, 1995, p. 7). Quant au statut qu'ils occupaient dans la société d'une Algérie colonisée française mais en guerre pour l'indépendance, les Harkis étaient considérés des Français de statut civil de droit local, et jusqu'à présent, ce statut de droit local leur a posé de nombreux problèmes surtout pour l'obtention de la nationalité française. En fait, ces Algériens musulmans qui luttèrent aux côtés de l'armée française n'étaient pas considérés comme des vrais Français (Ceaux et Chassard, 2018, p. 11).

La désignation « Harki » a posé des problèmes depuis longtemps qui ont été analysés par Catherine Wihtol de Wenden, pour qui « ces appellations engendrent beaucoup de confusions » (1990, p. 7). D'un autre point de vue, Dominique Ceaux, et Simon Chassard, ont mis en relief « un certain flou statistique » du « dénombrement des effectifs des forces supplétives » (2018, p. 9), c'est à dire, il y a eu une tendance commune à adopter des formules inadéquates afin de les nommer qui ont donné lieu à une notoire problématique au fil des années qui suivent la fin de la guerre (Wihtol de Wenden, 1990, p. 7). La désignation la plus utilisée actuellement est celle de « Français musulman rapatrié » ou bien celle de « Harki », car l'usage de l'appellation « français » ou « française » auparavant n'impliquait pas les Harkis ; ils n'étaient pas considérés comme des Français à part entière. Ils ont dû se faire reconnaître la nationalité française, comme signale Tom Charbit qui reprend la définition de Mohamen Hamoumou (1987) :

2 Le Front de Libération Nationale (FLN), fondé en novembre 1954, rassembla les partisans de l'indépendance algérienne contre la France. Au cours de la guerre, le FLN réussit à éliminer ses concurrents et s'imposa comme la seule organisation représentative des Algériens. (Stora, 2018)

« L'étiquette Français musulmans rapatriés désigne officiellement l'ensemble des personnes de souche arabe ou berbère qui ont eu un comportement pro-français durant la guerre d'Algérie, en raison duquel elles ont dû quitter le pays lors de son accession à l'indépendance en optant alors pour la citoyenneté française » (Charbit, 2003, p. 13).

2.2 Les Harkis et la Guerre d'Algérie.

Selon l'historien français Benjamin Stora, la guerre d'Algérie a été « un mélange tragique de souvenirs cruels, de regrets » qui a laissé des « vieilles blessures qui n'en finissent pas de cicatriser » (2018). De la même manière Tom Charbit a fait allusion à la guerre en affirmant qu'elle a provoqué des « traumatismes irréversibles » chez les Harkis (2003, p. 39).

Avant que la guerre ne se déclenche en Algérie, la France avait vu s'écrouler la plupart des colonies qu'elle possédait ailleurs dans le monde. L'Algérie était une zone stratégique et la France se résignait à la perdre ; le peuple algérien souhaitait pourtant l'indépendance. « Pour les Algériens, la lutte armée sert à exprimer une désillusion réelle à l'égard des promesses françaises » qui mène au « soulèvement des nationalistes algériens »³ qui éclate le 1^{er} novembre 1954. À ce temps-là sont créés le Front de Libération Nationale (FLN), organisme politico-militaire qui défendait l'indépendance et, de même, son armée, l'Armée de Libération Nationale (ALN), subordonnée au FLN. Ces événements déclenchent la chute de la IV^e République française et, c'est alors que le général Charles De Gaulle assume les pouvoirs de la nation française et instaure la V^e République. Des innombrables combats se poursuivent tant de la part de l'Algérie que de la France. « Impuissante à empêcher l'indépendance, l'Organisation des Armées Secrètes (L'OAS) multiplie les attentats »⁴ en 1962. L'OAS était une organisation terroriste qui se disait contre l'Algérie indépendante, mais qui n'appartenait à aucun secteur politique. Les exactions de l'armée française et la terreur entretenue par le FLN rendent toute cohabitation impossible⁵. Finalement, le 18 mars 1962, les Accords d'Évian qui mettaient fin à la guerre sont définitivement signés et le 19 mars le cessez-le-feu met terme à la guerre. Selon l'article 2 des Accords d'Évian publiés dans le *Journal Officiel de la République Française* le 20 mars 1962, « les deux parties

3 https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/guerre_d_Alg%c3%a9rie/104808

4 *Ibidem*

5 *Ibidem.*

s'engagent à interdire tout recours aux actes de violence collective et individuelle » Néanmoins, les « violations du cessez-le-feu » ont été nombreuses et les arrestations ont été suivies de tortures et de meurtres (Pervillé, 2012).

Le texte des Accords d'Évian abordait les sujets de l'autodétermination du peuple algérien qui se tient à partir du 3 juillet 1962 (Pervillé, 2012), la libération des prisonniers ainsi que le rapatriement et les garanties des droits des citoyens français de statut civil de droit commun, c'est à dire des français de souche européenne ; le statut duquel ils jouissaient leur permettait de conserver la nationalité française. (*Journal Officiel de la République française*, 1962). Les Algériens qui voulaient rester français, autrement dit, les supplétifs musulmans régis par un statut de droit local comme c'était le cas des Harkis, ne sont pas évoquées dans les Accords (Ceaux et Chassard, 2018, p. 20). Les Harkis avaient été dépouillés de la nationalité française lors de l'autodétermination algérienne et ils devaient désormais faire une demande récoognitive de nationalité (Pervillé, 1992, p. 41). Les demandes récoognitives de nationalité ont considérablement augmenté :

« De 1963 à 1968, 59 000 déclarations récoognitives de nationalité ont été enregistrées, auxquelles il faut ajouter 25 000 enfants mineurs nés en Algérie rapatriés avec leurs parents » (Chabi, 2007, p. 40).

Les personnes déterminées par un statut civil de droit local étaient obligées de faire une demande récoognitive de nationalité par l'Ordonnance n°68-825 du 21 juillet 1962 relative à certaines dispositions concernant la nationalité française afin de conserver la nationalité dans un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi, le cas échéant, ils perdraient la nationalité le 1^{er} janvier 1963. Selon l'article 2 de l'Ordonnance, publiée dans le *Journal Officiel de la République Française* :

« Les personnes de statut civil de droit local originaires d'Algérie ainsi que leurs enfants peuvent en France, se faire reconnaître la nationalité française selon les dispositions du titre VII du code de la nationalité française » (*Journal Officiel de la République Française*, n° 0172 du 22 juillet 1962, p. 7230)⁶.

Ahmed Lagrâa, nommé ministre plénipotentiaire, prend parti dans les gestions administratives de la cause algérienne prises en France et quant à la question de la nationalité, dans le journal *l'Expression*⁷, il constate qu'une grande partie de Harkis « n'ont pas été informés de leur droit, notamment de la souscription de la déclaration d'option de la citoyenneté française ». Comme résultat, beaucoup des familles de Harkis, n'ont pas pu bénéficier d'une réintégration ni de l'acquisition de la nationalité française (Cordillot, le 7 juillet 2000). Hafida Chabi explique dans son rapport *La Situation sociale des enfants de Harkis* quelques raisons pour lesquelles certains Harki n'ont pas réalisé une demande réognitive de nationalité:

« les formalités administratives contraignantes mises en place par les pouvoirs publics pour organiser le rapatriement (inscription sur une liste, dossier à remplir) ont pu décourager les supplétifs qui, bien souvent, n'écrivaient et ne lisaient pas la langue française » (Chabi, 2007, p. 23).

Des nombreux enfants de Harkis sont encore à présent à l'attente de l'acceptation de la demande de nationalité comme nous verrons plus tard dans la section des revendications.

En effet, les Harkis n'étaient pas concernés par les Accords d'Évian ; le rapatriement n'était donc réservé que pour des cas strictement exceptionnels (Wihtol de Wenden, 1990, p. 10). Compte tenu des « représailles massives » (Ceaux et Chassard, 2018, p. 24) que les Harkis ont subies parce qu'ils étaient considérés comme des « traîtres » par les Algériens qui voulaient l'indépendance (Charbit, 2003, p. 33), ils ne considéraient que la fuite comme moyen de protection⁷. Toutefois, les rapatriements étaient très « restrictifs » comme explique Pervillé (1992, p. 178) et non pas tous les Harkis qui déclaraient ne pas s'entendre avec leur gouvernement pouvaient se faire rapatrier selon les déclarations de Charles de Gaulle en 1962 (Ceaux et Chassard, 2018, p. 28). Cela entraîne une vague de rapatriements clandestins grâce, parfois, au soutien d'anciens officiers (Charbit, 2003, p. 19).

2.3 Les oubliés de la France.

Après le cessez-le-feu, les Harkis ont été abandonnés sur le sol algérien. Les Accords d'Évian avaient été prémédités secrètement beaucoup avant sa signature selon le CJHF (2018, p. 6), le 21 février 1962 précisément, et des émissaires du Général De Gaulle avaient accordé avec les délégués du GPRA que les supplétifs musulmans seraient désarmés⁸ ; la France a donc livré les Harkis aux nationalistes algériens pour éviter de « raviver les tensions et relancer la guerre »⁹, autrement dit, la France les a sacrifiés. Selon Charles-Robert Ageron, l'historien français spécialiste de la colonisation française en Algérie, quelques associations actuelles accusent l'armée et le gouvernement français d'avoir « volontairement » abandonné les harkis au massacre et d'avoir limité les rapatriements. Autrement dit, la France est coupable de « non-assistance » (2000, p. 14). Au surplus, ceux qui ont rejoint la France ont été peu intégrés à la société française, selon Tom Charbit, du fait qu'ils ont été « enclavés » dans des hameaux, des camps et des petits villages oubliés du Sud de la France (2003, p. 33), comme nous nous apprêtons à expliquer ci-dessous.

2.3.1 L'abandon de De Gaulle.

Charles de Gaulle était persuadé que les Harkis « ne courraient pas grand danger au moment de l'indépendance » (Pervillé, 2012). C'est pour cette raison que le gouvernement a proposé aux Harkis soit de rester en Algérie avec une prime de démobilisation soit de s'engager dans l'armée régulière ou bien de « s'engager pour six mois à titre civil en qualité d'agents contractuels des armées » (Ceaux et Chassard, 2018, p. 20). Ils avaient aussi la possibilité d'un reclassement en métropole et de se faire reconnaître la nationalité française comme nous avons déjà cité ci-dessus. La plupart de Harkis ont choisi pourtant de rester en Algérie étant donné que le gouvernement avait assuré qu'ils étaient en sécurité en se fondant sur un principe de non représailles qui avait été signé à Bâle le 9 novembre 1961 entre le GPRA et la France. Cependant, « la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie par la France ouvrit la voie aux règlements de comptes » et des mains enlèvements et des meurtres de Harkis ont très tôt commencé (Pervillé, 2012). Le 23 octobre 1959, Charles De Gaulle avait déclaré au profit des Harkis:

8 *Íbidem*

9 *Íbidem*

« À quelles hécatombes condamnerions-nous ce pays si nous étions assez stupides et lâches pour l'abandonner ! » (Rémond, 1998, p. 175).

Le 4 juin 1958, Charles de Gaulle déclare sa volonté de considérer les Harkis comme des Français à part entière dans un discours tenu à Alger :

« dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants: il n'y a que des Français à part entière » (Rémond, 1998, p. 166).

Toutefois, après la victoire des Algériens, le gouvernement de Charles de Gaulle s'est dédouané de presque toute responsabilité envers les Harkis ; il les a abandonnés (Pervillé, 1990, p. 369). Charles de Gaulle désavoue ses paroles antérieures car lors du conseil de ministres du 25 juillet 1962 il ne considère plus les Harkis comme des Français à part entière comme il avait annoncé à Alger mais il fait allusion aux Harkis en parlant de réfugiés :

« Le terme de rapatrié ne s'applique évidemment pas aux musulmans : ils ne retournent pas dans la terre de leurs pères ! Dans leur cas, il ne saurait s'agir que de réfugiés ! Mais on ne peut les recevoir en France comme tels, que s'ils couraient des dangers » (CJHF, 2018, p. 11).

Au surplus, le Ministre des Affaires Algériennes, Louis Joxe, a récriminé, le 15 juillet 1962, les officiers qui avaient participé au rapatriement clandestin des Harkis en métropole qu'ils avaient tort et leurs actes de bienveillance pouvaient débaucher sur des répercussions atroces. Il ordonne donc de « faire prendre les sanctions appropriées » (Wihtol de Wenden, 1990, p. 9) contre les personnes impliquées dans des rapatriements clandestins et de renvoyer ces Harkis transférés hors du plan à nouveau en Algérie. Et pourtant, le chapitre II des Accords d'Évian dictait la disposition suivante:

« Aucun Algérien ne pourra être contraint de quitter le territoire algérien ni empêché d'en sortir » (*Journal Officiel de la République Française*, n° 0172, du 20 mars 1962, p. 07230).

Comme nous l'avons déjà évoqué, les Accords d'Évian comportaient des clauses secrètes où l'État français livrait les Harkis aux nationalistes algériens. Bien que ce soit

le FLN le principal responsable des massacres commis sur le sol algérien, selon le CJHF la France a aussi une part de culpabilité par le fait d'avoir abandonné les Harkis en Algérie :

« Les fautes de l'État français semblent donc avérées en ce qui concerne sa part de responsabilités dans les crimes de masse perpétrés par les algériens avant et après la signature des Accords d'Évian » (2018, p. 8).

2.3.2 Les camps de transit.

Malgré la réticence du gouvernement français face aux rapatriements, certains Harkis et leurs familles sont parvenus à atteindre la France : « le recensement de 1968 indique 90 000 rapatriés nés en Algérie » (Faivre, 2001, p. 60) qui ont été classés dans des centres spécialisés d'accueil (Charbit, 2003, p. 43). Tout au début, les Harkis, arrivés en masse dans la métropole ont été envoyés dans des camps de transit, et, puis dans des hameaux de forestage qui faisaient la fonction de centres d'accueil et d'encadrement. Les camps de transit étaient des structures d'accueil créées en urgence pour regrouper les Harkis ; certains avaient été des anciens prisons ou des camps des réfugiés de conflits mondiaux. Il y avait le camp de Bias (Lot-et-Garonne), de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), de La Rye (Vienne), de Larzac (Aveyron), de Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard), et celui de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales). Les camps, de Rivesaltes, Bourg-Lastic, Saint-Maurice l'Ardoise ou Bias étaient entourés de barbelés, sous surveillance militaire et coupés du monde extérieur selon cite le CJHF (2018, p. 15). Les familles Harkis étaient transférées d'un camp à l'autre jusqu'à être relogés. Certains camps ont été transformés avec le temps, beaucoup devenaient des centres de formation ou bien des cités d'accueil. Cependant, ces lieux étaient mal préparés pour accueillir ces « réfugiés », comme Charles de Gaulle les avait appelés auparavant ; les conditions sanitaires, économiques et sociales étaient précaires (Chabi, 2007, p. 37). Malgré les politiques actuelles de reclassement et d'accession au logement, beaucoup de Harkis sont restés près de ces endroits et leurs descendants y vivent encore (Ceaux et Chassard, 2018, p. 31).

Les conditions dans ces lieux ont été qualifiées de « carcérales » par des auteurs comme Régis Pierret (2007, p. 182) ; parfois, ils manquaient d'un approvisionnement d'électricité minimal. De plus, les traitements de la part du personnel administratif pour

s'adresser aux Harkis n'étaient pas trop respectueux et « les violences faisaient partie de la vie de tous les jours (Pierret, 2007, p. 185). Au cours des années ces endroits où les Harkis ont été parqués, comme signale le document *La reconnaissance et la réparation des préjudices subis par les harkis et leurs familles*, du CJHF, ont eu beaucoup de synonymes mais un de plus utilisés est celui de « camps de la honte » (2018, p.14).

Bien que le gouvernement français se fût engagé à faciliter l'adaptation des Harkis, cette communauté est restée isolée et a souffert une notoire marginalisation comme montrent les documents de l'époque. Des années plus tard, ce sont les enfants Harkis qui ont remarqué que leur situation par rapport au reste de Français était très inférieure, et qui ont voulu en porter plainte, comme l'affirme Charbit, car actuellement « les enfants cherchent une reconnaissance que les pères s'étaient résignés à ne plus attendre » (2003, p. 21).

3 PRINCIPALES REVENDICATIONS DES HARKIS APRÈS LA GUERRE D'ALGÉRIE

Après la guerre d'Algérie, et jusqu'au présent, ce sont les enfants de Harkis de la deuxième et troisième génération qui ont entrepris la lutte pour que le gouvernement français accepte « des massacres [...] et l'abandon » (Pierret, 2007, p 180) commis lors de la guerre et sa suite. Cette révolte se déclenche dans les camps de transit et nous allons l'expliquer afin de voir comment les Harkis se sont soulevés contre une « domination qui semble inexorable » (*Ibidem*, p 184). De même, la naissance du secteur associatif permet avoir un soutien aux Harkis et à leurs enfants à travers une voix revendicative. Selon le CJHF « la Nation doit reconnaissance et réparation à ses militaires et à tous ceux qui se sont engagés et ont combattu pour elle, et qu'elle doit protection et réparation aux victimes civiles de guerre » (2018, p. 13).

3.1 La révolte des Harkis.

La révolte des Harkis surgit comme réponse à la situation qui s'était créée dans les camps d'accueil où « un sentiment violent d'injustice à leur égard, un immense besoin de considération non satisfait, une volonté d'intégration exacerbée » (Ceaux et Chassard, 2018, p. 50) avait éclos. La révolte des enfants de Harkis s'est déroulée en deux périodes. Dans un premier temps, en 1975, ils ont réalisé des émeutes et des prises

d'otages dans les camps comme réponse à la domination qu'ils subissaient et, deuxièmement, les Harkis se révoltent et exigent une libre circulation entre la France et l'Algérie à la suite de la détention d'un enfant de Harki en Algérie à cause de son origine « Harki » comme réponse à la marginalisation et l'isolation (Pierret, 2007, p. 188).

La révolte des Harkis est considérablement marquée par M'Hamed Laradji, un Français musulman prêt à s'engager pour la cause Harki. M'Hamed Laradji entame des grèves de la faim afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics et c'est lui qui en mai-juin 1975 pousse les enfants de Harkis des camps de Bias et de Saint-Maurice l'Ardoise à se soulever contre les administrations en leur facilitant des armes. Ces enfants de Harkis occupent les camps, puis ils prennent d'assaut les locaux administratifs. En outre, ils effectuent diverses prises d'otages. À cet effet, ils demandaient la dissolution des camps ainsi que l'intégration à part entière des « Français Musulmans » à la communauté nationale (Pierret, 2007, p. 187).

La deuxième période de la révolte éclate peu de temps après, lorsqu'une femme de Harki habitant la France part en Algérie avec son fils et au retour, ils sont arrêtés à la frontière « pour un unique mobile » le petit est enfant de harki (Pierret, 2007, p. 188). « Les enfants de Harkis ont trouvé ce geste comme une offense et un acte de défiance même des années après le cessez-le-feu » explique Moussa, un fils de Harki qui a vécu dans les camps. Les prises d'otage ont commencé à nouveau, comme réaction des enfants de Harkis à la détention du petit qui avait été retenu à la frontière. Il s'agit d'une protestation sur les droits des Harkis et leurs familles afin de pouvoir circuler librement entre les deux pays (Pierret, 2007, p. 190).

Le 6 Août 1975, le Conseil de Ministres français cède aux pétitions des Harkis et ordonne la fermeture des camps et les hameaux (Chabi, 2007, p. 39), alors des « dispositifs d'accompagnement pour assurer le relogement des familles de harkis » (Ceaux et Chassard, 2018, p. 138) sont mis en place. même si un grand nombre de Harkis restent dans les lieux parce qu'ils éprouvaient « des difficultés pour s'adapter à l'extérieur » (Chabi, 2007, p. 39).

Grâce aux enfants de Harkis et leur lutte qui est encore présente à l'heure actuelle, la société française contemporaine ainsi que le gouvernement s'ouvrent à une prise de

conscience de l'histoire des Harkis et à la reconnaissance du *drame* Harki (Ceaux et Chassard, 2018, p. 46).

3.2 Le rôle des associations dans la lutte vers la reconnaissance.

Les processus pour obtenir tous ces propos ont été lents, mais depuis la révolte, les enfants de Harkis n'ont pas arrêté leur combat. L'identité Harki se consolide par l'essor d'une action associative. Plusieurs associations et organisations de soutien sont créées au bénéfice des Harkis ; également, des comités de solidarité interviendront dans la lutte des Harkis vers la reconnaissance. Selon le rapport de Tom Charbit, ces associations favorisent, d'un côté, le soutien morale et économique, scolaire, administratif, soutient pour la recherche d'emploi, etc. et de l'autre côté des revendications de reconnaissance de la mémoire des Harkis. De même, le surgissement des associations pour la défense des Harkis a permis la médiation communicative entre le gouvernement français et les Harkis qui auront désormais, à travers ces associations, des porte-paroles (Charbit, 2003, p. 20).

Depuis le début, ces associations ont mis en marche l'élaboration des lettres et des demandes dirigées au gouvernement et aux départements des régions en sollicitant de l'aide et comme moyen de revendication, comme par exemple le rapport déjà mentionné ci-dessus du Collectif national Justice pour le Harkis et leurs familles dirigé au président Emmanuel Macron en 2018 ; un rapport contemplant des propositions « dans le cadre de la mission d'écoute » afin d'aboutir à une reconnaissance et une réparation des préjudices subis par les Harkis et leurs familles. De la même manière, le groupe de travail du Comité Nationale de Liaison des Harkis (CNLH) rédige en 2018 des propositions au titre de « reconnaissance, réparation et mémoire », proposées pour qu'elles soient tenues en compte lors de l'élaboration d'une loi afin de « clore définitivement le dossier Harkis » (CNLH, 2018, p. 17) et que nous allons effleurer ensuite.

En 1991, l'association Coordination National pour les Harkis est créée ; en 2011, lors de la naissance d'une nouvelle association : Harkis aveyronnais, les Oubliés de France, la vice-présidente de Coordination Nationale, Zohra Benguerah a déclaré : « On réclame une loi qui reconnaisse toutes les méprises du gouvernement à l'égard des Harkis et Pieds-Noirs » (Polizzi, le 4 juillet 2011).

L'association Harkis et droits de l'Homme est créée en 2004 par Fatima Besnaci-Lancou et Hadjila Kemoum. Son but principal est de « mettre en œuvre tout travail d'histoire et de mémoire, sous l'angle des droits de l'homme, pour faire connaître l'histoire des harkis, entre autres » comme il est indiqué sur son site web¹⁰. Fatima Besnaci-Lancou, écrit en 2005 un livre qui témoigne son histoire et son passé : *Fille de Harki: le bouleversant témoignage d'une enfant de la guerre d'Algérie*. À propos de son livre elle déclare au nom des Harkis qu'ils luttent « depuis des années pour que l'État français reconnaisse sa responsabilité dans les massacres perpétrés à la fin de la Guerre d'Algérie » (Legendre, le 21 novembre 2011).

Une des associations les plus actives aujourd'hui est le CNLH. À travers son site web¹¹ cette association proportionne toute sorte d'information concernant les Harkis. En outre, son président, Boaza Gasmi a lancé de nombreux appels aux Harkis à se manifester et a mis en place des mouvements collectifs. Boaza Gasmi a réalisé quelques grèves de la faim qui ont eu pour but d'attirer l'attention du gouvernement. En septembre 2013, il entreprend une grève de la faim pour « obtenir de la République une réparation morale et financière pour les familles de Harkis qui ont été maltraitées à leur arrivée en France » (César, le 30 septembre 2013). En mars 2013, le ministre délégué aux anciens combattants Kader Arif a reçu Boaza Gasmi, qui au nom de son association demandait : « la mise en place d'une commission composée de parlementaires et de harkis chargée d'élaborer un plan d'action en faveur de cette communauté » (*Le Figaro*, le 4 octobre 2013). Or, cela n'a pas été développé jusqu'en 2018, grâce à Emmanuel Macron, comme nous verrons ci-dessous, lors de l'analyse des mesures politiques.

3.3 Réclamations actuelles concernant les Harkis.

Les Harkis et leurs histoires sont propagés par les attestations des différents témoins protagonistes et cela relance « l'intérêt » des médias dont le discours oscille entre la « dénonciation du scandale et la repentance collective » (Charbit, 2003, p. 9). À partir du XXI^{ème} siècle, de divers journaux s'intéressent désormais au sujet des Harkis à cause des revendications des enfants de Harki et des diverses associations qui font polémique

10 <https://associationahdh.wordpress.com/a-propos-2/>

11 <https://www.cnlh.fr>

(Charbit, 2003, p. 20). « Les “anciens” revendiquaient l’indemnisation des biens laissés en Algérie, un meilleur logement, la libre circulation vers l’Algérie. Les jeunes [...] focalisent leurs demandes sur la coexistence de la citoyenneté française et de la culture arabo-berbère » (Charbit, 2003, p. 53) compte tenu de la discrimination raciale qu’ils ont subie lorsqu’ils ont essayé de s’intégrer dans la société française (Charbit, 2003, p. 39). À part cela, il y a d’autres sujets qui sont à l’origine des plaintes des Harkis, comme par exemple la question de la nationalité ou bien la problématique de l’insertion professionnelle qu’ils ont dû affronter vu qu’ils ont eu des difficultés de formation académique (Ceaux et Chassard, 2018, p. 47) ; Il y a eu environ 40 % des Harkis issus des camps sans aucun diplôme (Charbit, 2003, p. 63). Les Harkis récriminent alors à l’État français que l’isolement n’avait pas favorisé « l’ouverture et la scolarisation des enfants, d’où des taux importants d’échec scolaire et des difficultés durables d’insertion et d’accès à l’emploi » (CJHF, 2018, p. 29).

Beaucoup de témoignages coïncident sur la problématique de l’intégration des Harkis et leurs descendants dans la société française après les camps d’accueil, et actuellement ils revendiquent :

« l’égalité des droits qui est portée par les représentants des Harkis et leurs familles [...] au regard du traitement réservé à cette catégorie de citoyens français, durant de longues années [...] qui ont eu tant à souffrir de l’abandon par l’État français » (CJHF, 2018, p. 2).

Yan Morvan et Inés Belgacem reprennent le témoignage de Hassan Khobzaou, Harki de la troisième génération, qui explique dans un article sur *Streetpress*, après avoir connu l’histoire de sa famille, qu’ils sont « les enfants non désirés de la République », et la France, « le parent indigne qui refuse de [les] reconnaître dans son roman national » (Morvan et Belgacem, le 4 juin 2018). Quasiment tous les témoignages partagent un même mot dans leurs discours (« traître ») et le sentiment d’avoir été trahis par la France ; en même temps, ils montrent le souhait que « le gouvernement reconnaisse son erreur, la trahison » (*France 3*, le 21 septembre 2018), comme témoigne Rachid, petit-fils d’un ancien Harki. C’est pour cette raison que la plupart de Harkis sollicitent une loi de reconnaissance et demandent une législation qui les protège contre les offenses de la société qui les dénigre et les discrimine, comme le dit Mohamed Djafour, qui a vu son père se faire torturer lorsqu’il a été capturé par le FLN ; avec sa famille, ils sont

parvenus à prendre la fuite, tout en laissant tous leurs biens matériels en Algérie. Une fois arrivés en France, ils ont été placés dans des camps de transit. Puis, les enfants ont rejoint l'armée. Mohamed Djafour assure avoir vécu une « ségrégation raciale » dans le régiment qu'il servait et c'est pour cela qu'il demande « une loi mémorielle » et « une loi de protection » parce, selon il affirme, « on se fait insulter tous les jours, de traîtres, dans la vie et sur les réseaux sociaux » (Pauget, le 25 septembre 2018).

Rachid Ben est un fils de Harki qui n'a pas toujours la nationalité française, explique Gilles Cordillot dans le journal *Le Parisien*. Rachid a perdu tous ses documents il y a quelques années et les problèmes se sont multipliés par la suite car il n'a pas pu renouveler ses papiers. Il a dû se présenter auprès du Ministère des Affaires Étrangères, puis s'adresser au Tribunal d'instance parce qu'il n'avait pas des traces de son acte de naissance. Les démarches bureaucratiques ont fait atteindre la nationalité de Rachid Ben et pendant ce temps, il n'a pas eu droit à un travail. Le gouvernement a conseillé Ben de se marier afin d'accélérer les formalités (Cordillot, le 7 juillet 2000).

Le 3 octobre 2018, l'État est condamné pour la première fois par la plus haute juridiction. Un fils de Harki s'est présenté devant le Conseil d'État qui a condamné l'État français à verser 15 000 euros au titre des préjudices matériels et moraux par la décision n° 410611 du Conseil d'État du 3 octobre 2018 à ce fils de Harki dont sa demande devant le Tribunal administratif et la Cour administrative d'appel avait été rejetée (*Le Figaro*, le 3 octobre 2018). Il réclamait une somme de 1 000 000 euros en réparation du préjudice qu'il estimait avoir subi en raison des fautes commises par l'État français par l'abandon des Harkis lors de l'indépendance. En revanche, le porte-parole du CNLH, Mohamed Badi, exprime son déplaisir dans *Radio Brunet* face à la somme stipulée par le Conseil d'État et il considère qu'elle est « loin d'être suffisante : Il faut une vraie reconnaissance, nous attendons des excuses » (*Radio Brunet*, le 4 octobre 2018).

Les Harkis ont dû subir des troubles psychiques de masse vécus de manière plus brutale (CJHF, 2018, p. 12) ; pendant bien des années, ils étaient les oubliés de la France, comme nous affirmions ci-dessus. Ils n'ont pas osé porter plainte à cause de la perturbation et de peur d'être renvoyés en Algérie ou de souffrir d'une manière quelconque à nouveau (Charbit, 2003, p. 21). Ce sont alors les nouvelles générations de

Harkis qui ont pris le devant pour lutter jusqu'au bout afin d'être reconnus comme des Français à part entière et que le gouvernement leur octroie les droits qui leur correspondent.¹²

4. RECONNAISSANCE ET RÉCOMPENSES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Progressivement, la République française s'est engagée à reconnaître les Harkis, après la première ordonnance du 21 juillet 1962 déjà citée et les lois postérieures, que nous allons développer dans cette section, qui modifient ladite loi et la complètent au profit des Harkis. Les successifs présidents ont voulu contribuer à la cause Harki en déclarant en publique la culpabilité et responsabilité du gouvernement ; ils ont entrepris des démarches qui aboutissent à une « pleine reconnaissance de leur mère-patrie » (Ceaux et Chassard, 2018, p. 2), dont la concession des indemnisations au titre de réparation et des mesures de formation, d'emploi et de logement (Chabi, 2007, p. 4).

4.1 Engagement de l'État français par voie législative.

Après l'ordonnance de 1962, de multiples actes juridiques ont été approuvés au bénéfice des Harkis mais la désignation Harki n'apparaît que rarement dans ces documents. La manière de faire référence aux Harkis ou à leurs descendants ou familiers varie selon le document, ce qui entraîne des incertitudes, parce qu'ils étaient censés être des citoyens Français mais, cependant, un grand nombre de Harkis n'avait pas obtenu la nationalité avant la publication de certaines lois et décrets comme nous avons déjà mentionné. Ils ne se sont donc pas vus concernés par ces publications et, par conséquent, ils n'ont pas pu bénéficier des prémisses que ces dispositions juridiques offraient. À cet effet, le conseil constitutionnel a jugé inconstitutionnels certains alinéas des lois et décrets que nous passons à expliquer dans les paragraphes qui suivent. Le gouvernement français s'est alors vu obligé de modifier à plusieurs reprises au fil des années ces documents officiels ou même d'en créer des nouveaux et de redévelopper les formules présentées.

La loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire

12 *Íbidem*

antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France établit la valeur des indemnisations au biens perdus en Algérie par les rapatriés qui se sont installés en France (*Journal Officiel de la République Française* du 17 juillet 1970 p. 6651)¹³. Néanmoins, les associations de Harkis insistent aujourd’hui sur le fait que ces mesures étaient « sous-évaluées » (CJHF, 2018, 24). De plus, malgré les dispositions accordées dans cette loi, d’après l’Agence Nationale pour l’Indemnisation des Français d’Outre-Mer (ANIFOM), il n’y a eu que 7000 dossiers de demande d’indemnisation sur environ 40 000 Harkis qui se sont réfugiés en France. Le CJHF justifie la raison pour laquelle beaucoup de Harkis n’avaient pas fait cette demande :

« La grande majorité des Harkis qui n'avaient jamais été informés de leurs droits n'ont jamais eu les moyens de faire valoir ces droits à indemnisation » (CJHF, 2018, p. 24).

La première loi concernant les Harkis en tant que tels c’est la loi n°87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l’indemnisation des rapatriés, dont l’article 9 :

« Une allocation de 60 000 F est versée, à raison de 25 000 F en 1989 et 1990, et de 10 000 F en 1991, aux anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie, qui ont conservé la nationalité française » (*Journal Officiel de la République Française* n° 0165, le 19 juillet 1987, p. 8071)¹⁴.

La disposition de l’article 9 du texte originel de la loi du 16 juillet 1987 ne regardait pas les Harkis qui ont systématiquement perdu la nationalité le 1^{er} janvier 1963. Par conséquent, ils n’ont pas pu bénéficier de l’allocation qui était censé leur être destinée (CJHF, 2018, p. 25). Conséquemment, le conseil constitutionnel a déclaré cet article contraire à la constitution et le premier alinéa du texte originel a été modifié par la Décision n° 2010-93 QPC du 4 février 2011 : « de statut civil de droit local ayant servi

13 https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000000512226&pageCourante=06651

14 https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000000508818&pageCourante=08070

en Algérie, qui ont fixé leur domicile en France » (*Journal Officiel de la République Française*. Version en vigueur le 12 septembre 2019)¹⁵.

Par la suite, d'autres lois sont adoptées pour la compléter. Ainsi, la loi n° 94-488 du 11 juin 1994 relative aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie, modifie la loi de 1987 et la complète. À propos des aides spécifiques au logement, dans la loi de 1994, l'ascension à la propriété était garantie par l'article 7, qui octroyait aux Français rapatriés d'Algérie admis au statut civil de droit local le droit de « bénéficier d'une aide spécifique de l'État à l'acquisition de la résidence principale » (*Journal Officiel de la République Française* n° 0136, le 14 juin 1994, p. 8567)¹⁶ s'ils faisaient la demande avant le 30 juin 1999. Cette date a été substituée par le 31 décembre 2009 par l'article 7 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés¹⁷. Actuellement, il y a pourtant des personnes qui se battent toujours pour obtenir une de ces aides au logement, comme c'est le cas de Arifa Limame, épouse de Harki, qui essaye d'acheter la maison dans laquelle elle habite avec ses enfants depuis 1983. Elle n'a jamais reçu l'argent pour ce faire et aujourd'hui, selon son témoignage dans le journal *La République du Centre* du 10 mars 2018 elle le réclame :

« Je ne fais pas l'aumône, mais demande aujourd'hui à l'État de m'aider à financer l'achat de ma maison. Je demande réparation, quelque part, pour tout ce que nous, Harkis, avons dû endurer » (Creff, le 10 mars 2018).

En revanche, le Conseil Constitutionnel a déclaré contraires à la Constitution quelques dispositions législatives des lois déjà approuvées en faveur des Harkis après celle de 1987 dans sa décision n° 2010-93 QPC du 4 février 2011 comme par exemple le dernier alinéa de l'article 2 de la loi n° 94-488 du 11 juin 1994 : « possèdent la nationalité française et » (*Journal Officiel de la République Française*, version en vigueur le 12

15

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000508818&dateTexte=20190912>

16

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000184000&categorieLien=id>

17

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000444898&categorieLien=id>

septembre 2019)¹⁸ ou l'article 9 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 : « et qui ont acquis la nationalité française avant le 1er janvier 1995 » (*Journal Officiel de la République Française*, version en vigueur le 12 septembre 2019)¹⁹ déjà nommées dans cette section.

La France a voulu faire preuve de reconnaissance au moyen de ces lois concernant les Harkis. Cependant, Boaza Gasmi, président du CNLH avait exposé en 2001 dans le journal *Le Monde* que ces mesures n'étaient pas suffisantes : « Je ne peux pas considérer cette loi comme un reçu pour solde de tout compte » (Bernard, le 9 février 2005).

4.2 Acceptation de responsabilités des successifs gouvernements et hommages consacrés à la mémoire historique des Harkis.

Comme nous avons déjà mentionné, ce sont les nouvelles générations de Harkis à travers les associations qui ont déclenché une vague de plaintes contre l'abandon qu'ils ont souffert, c'est au XXI^{ème} que la cause Harki a été très médiatisée et propagée à travers la presse notamment.

Les gouvernements de Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron ont accordé au sujet des Harkis une attention particulière afin de satisfaire les demandes des personnes affectées et de reconnaître les offenses qui ont été cachées et ignorées durant tant d'années. Les différents gouvernements ont tenté de fournir aux Harkis une reconnaissance pleine par le biais de ces mesures judiciaires. Néanmoins, pour les Harkis ce ne sont que des « mesurette » (CNLH, 2018, p. 5). L'engagement diplomatique a commencé avec les lois déjà citées ci-dessus, mais c'est à partir de la loi n° 99-882 du 18 octobre 1999 relative à la substitution, à l'expression « aux opérations effectuées en Afrique du Nord », de l'expression « à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc » impulsée par le premier ministre Lionel Jospin et le chef

18

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000184000&dateTexte=20190915>

19

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000444898&dateTexte=20190915>

d'État Jacques Chirac et qui désigne officiellement en tant que guerre le conflit en Algérie, que les propositions de reconnaissance des gouvernements se déclenchent.

4.2.1 Le gouvernement de Jacques Chirac

En 2001, le chef de l'État, Jacques Chirac qui avait fait son service militaire en Algérie pendant le temps de la guerre et qui avait été sous-lieutenant en Algérie à ce temps-là, a organisé une cérémonie à l'Hôtel des invalides, à Paris ; attendue depuis 40 ans par les Harkis et qui exaltait donc la mémoire historique des anciens Harkis en même temps qu'il rendait hommage à l'aide qu'ils ont portée à la France. Pour la première fois, un président de la république reconnaît, accompagné par le premier ministre Lionel Jospin, leader de la coalition de gauche avec qu'il avait entamé une cohabitation de gouvernement selon le site [gouvernement.fr](http://www.gouvernement.fr)²⁰, que la France a une « dette d'honneur vis-à-vis des musulmans qui ont combattu dans l'armée française entre 1954 et 1962 » (*L'OBS*, le 26 septembre 2001). Le président Chirac a avoué que la France « en quittant le sol algérien, n'a pas su les empêcher, c'est vrai. Elle n'a pas su sauver ses enfants »²¹. Selon ce journal, le gouvernement se compromettrait désormais à réparer les erreurs commises dans le passé par le gouvernement français de l'époque et assumait sa part de responsabilité. De même, *L'OBS* affirme que dans les mesures envisagées par Chirac, étaient compris les sujets de la discrimination et de l'accès à l'emploi des descendants de Harkis²².

Le 5 décembre 2002, le deuxième hommage rendu aux Harkis a eu lieu à Paris, quai Branly, Jacques Chirac, a inauguré un mémoriel national pour les soldats morts en Algérie au Maroc et en Tunisie entre 1954 et 1962, événement qui a pris une ampleur nationale (*Le Point*, le 18 mars 2016). Cependant, tout cela ne suffit pas à ces nouvelles générations car bien que les efforts des Harkis soient reconnus, ils exigent encore une reconnaissance par l'abandon qu'ils ont subi pendant des années (*L'OBS*, le 26 septembre 2001). Les phrases de hautes personnalités qui représentaient la communauté Harki en 2001 illustrent cette absence de faits de reconnaissance : « Pour moi, il y a un pas en avant », s'est félicité Lekhmissi Saa, président du Comité National des Harkis. « Maintenant, on attend les faits »²³.

20 <https://www.gouvernement.fr/lionel-jospin>

21 *Íbidem*

22 *Íbidem*

23 *Íbidem*

4.2.2 Le gouvernement de Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy, élu président de la République Française en 2007, avait contribué à la rédaction de la loi n° 94-488 du 11 juin 1994 relative aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie en tant que porte-parole du gouvernement et comme ministre de budget. Le 31 mars 2007, en tant que candidat à la présidentielle, Nicolas Sarkozy prononce un discours à propos des Harkis et annonce que s'il est élu président il reconnaîtra officiellement « la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des Harkis » (Associationahdh, 2009). Néanmoins, selon *Le Journal du Dimanche* du 14 avril 2012, Sarkozy ne s'est pas souvenu des Harkis après la campagne présidentielle. Il ne les a évoqués que lors qu'il cherchait à être réélu (*Le Journal du Dimanche*, le 14 avril 2012). À cet égard, il a été critiqué. Par exemple, le 9 mars 2012, le journal *Franceinfo* enregistre les paroles que Louis Aliot, vice-président du Front National, parti d'extrême droite, a dédiées à Sarkozy :

« Nous rappelons à ce marchand de promesses qu'il est en responsabilité depuis, 2007 et qu'il n'a respecté aucune de ses paroles sur le sujet » (Magnan, le 9 mars 2012).

C'est pour cette raison que Boaza Gasmi, président du CNLH, a organisé à Alger le 4 juin 2011 une réunion pour manifester le mécontentement des Harkis envers les promesses du président qu'il n'a pas accomplies (*Sudouest*, le 25 septembre 2011). En revanche, Sarkozy a été le premier président de la V^{ème} république à visiter un des camps de transit, le 14 avril 2014, celui de Rivesaltes, où il a prononcé ces mots : « La France se devait de protéger les Harkis de l'histoire, elle ne l'a pas fait » (Rovan, le 14 avril 2012) qui visaient à montrer la reconnaissance de l'État français dans l'abandon des Harkis. Le président de l'association local de Harkis, Mohamed Bounoua, a commenté pour le journal *Le Monde*, le 14 avril 2012 l'actuation de Sarkozy en disant : « C'est un peu tard, mais c'est bien. Ça aurait été juste un peu mieux il y a un an, plutôt qu'à quelques jours de l'élection » (Vincent, le 14 avril 2012).

4.2.3 Le gouvernement de François Hollande

Pendant sa candidature, François Hollande fait allusion aux Harkis lors de son discours du 5 avril 2012. Il avait promis alors que, s'il résultait élu, il reconnaîtrait publiquement « les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des harkis, le massacre de ceux restés en Algérie et les conditions d'accueil des familles transférées dans des camps en France » (CNLH, 2012).²⁴ Une promesse similaire à celle que Nicolas Sarkozy avait déjà faite lors de sa campagne électorale.

Une fois président, François Hollande ratifie son propos de reconnaissance envers les Harkis. Par la suite, un plan d'actions a été élaboré par le secrétaire d'État aux anciens combattants après une concertation avec des représentants de quelques associations de Harkis. Finalement, ce plan d'actions a été présenté par le premier ministre, Manuel Valls pour la journée d'hommage national aux Harkis, le 25 septembre 2014. Il s'agit d'un plan d'intégration de dix mesures réparties en deux volets : d'un côté, la reconnaissance pleine des anciens supplétifs de l'armée française en Algérie et, de l'autre côté, des dispositions financières et sociales (*La Croix*, le 25 septembre 2014). Cependant, ce plan n'a pas contenté tout le monde selon l'argument de Kader Tamazount dans le journal *La Croix* du 25 septembre 2014. K. Tamazount, président de l'association « Harkis île de France » a contesté la publication de ces mesures en disant :

« On ne répond toujours pas à nos attentes, nous demandons une loi de réparation avec des indemnisations pour préjudices subis » (*La Croix*, le 25 septembre 2014).

Dans la même ligne, Saïd Balah, président de l'association Harkis du Loiret, réclame après l'entrée en vigueur du Plan Harki, un texte de loi pour les Harkis en dépit des mesures que François Hollande avait déjà promulguées, en affirmant :

« Le plus souvent, ces mesures ne sont pas suivies d'effets. Et cela dure depuis 40 ans. Avec une reconnaissance officielle de la responsabilité de l'État, nous sortirons de ce statut d'assistés. Nous voulons juste être des français comme les autres » (Launay, le 12 mai 2015).

24 Nous pouvons lire le discours au complet sur le site du Comité National de Liaison des Harkis : <https://www.cnlh.fr/nos-attentes/>

Le président Hollande, afin d'accomplir ce qu'il avait promis, fait un geste de reconnaissance pour la journée d'hommage nationale aux Harkis du 25 septembre 2016 et déclare :

« Je reconnais les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des Harkis, des massacres de ceux restés en Algérie, et des conditions d'accueil inhumaines des familles transférées dans les camps en France. Telle est la position de la France » (Assemblée National, le 20 novembre 2018).

4.2.4 Le gouvernement d'Emmanuel Macron

À la veille du second tour de l'élection présidentielle en 2017, le socialiste Emmanuel Macron, futur président de la République, s'exprimait au sujet des Harkis :

« Est-ce qu'on est allé au bout de la reconnaissance des harkis, au bout de leurs intérêts? [...] Si je suis élu, je prendrai mes responsabilités mémorielles pour que chacune des parties ayant vécu la guerre soit rétablie dans sa dignité » (Chichizola, le 21 septembre 2018).

Le 13 avril 2017, Macron rencontre des membres de quelques associations de Harkis de France pour « préparer l'avenir en réconciliant les mémoires ». Cette rencontre a lieu dans sa maison de campagne en raison du mécontentement des Harkis suite au commentaire de Macron sur la colonisation; il l'avait qualifiée de « crime contre l'humanité » lors d'un voyage en Algérie (*Europe 1*, le 19 avril 2017). Dans le cadre de cette rencontre « Il avait promis que s'il était élu, il formerait un groupe de travail avec le CNHL pour aborder la problématique des Harkis et la réparation des préjudices de la communauté » affirme Boaza Gasmi, le président du CNLH dans le journal *Capital* (Canellas, le 20 septembre 2017). Le président s'était engagé à faire justice et à cet effet, il a reconnu le 13 septembre 2018 les actions de l'État dans l'Affaire « Maurice Audin ». Audin était un mathématicien communiste qui avait été accusé d'avoir passé des informations au FLN et conséquemment, il avait été arrêté, torturé et finalement tué par des officiers français. Emmanuel Macron, avait subi de la pression de la part du

journal *L'humanité* qui lui avait dirigé une lettre le 29 mai 2018, un texte collectif²⁵ pour qu'il rende justice dans l'affaire (L'Humanité, le 29 mai 2018). Semblablement, le 21 septembre 2018, le président Macron a décoré une vingtaine de Harkis à la Légion d'honneur et du Mérite bien que, selon affirme Boaza Gasmi dans le journal *RFI*, « Cela arrive 56 ans trop tard » (Pauget, le 21 septembre 2018). Gasmi assurait que Macron n'avait pas tenu ses promesses concernant le groupe de travail depuis qu'il a avait été élu et qu'il s'était engagé à former. C'est pour cette raison que le président du CNLH, Boaza Gasmi a entamé une grève de la faim le 15 septembre 2017 avec un ami, André Azni, pour que le président Macron le reçoive dans l'Elysée car il avait tenté de contacter Macron à plusieurs reprises afin de lui rappeler ses engagements de candidat mais il n'avait pas obtenu de réponse. À cet effet, Gasmi a déclaré dans le journal *Capital* le 20 septembre 2017 : « Je suis déterminé [...] Monsieur le président de la République, soit vous me recevez soit je vais au cimetière ! » (Canellas, le 20 septembre 2017). Finalement, Macron a reçu Gasmi à l'occasion de la journée d'hommage national aux Harkis de 2017. Comme résolution, le président s'est engagé à créer un groupe de travail homogène et représentatif de toute la France, pour la défense de la cause Harki²⁶. De plus, selon Boaza Gasmi, le président ne se montrait pas hostile à l'élaboration d'une loi de réparation (*Sudouest*, le 25 septembre 2017). Le président du CNLH avait le sentiment que « pour la première fois, un Président de la République commençait à tenir ses promesses » (*Ladepêche*, le 4 décembre 2017).

Le groupe de travail sur les Harkis en question a été dirigé par le préfet Dominique Ceaux et a donné lieu à un rapport recensant 56 propositions de mesures en faveur des Harkis. Ce rapport, intitulé *Aux Harkis, la France reconnaissante*, a été publié le 17 juillet 2018 et présenté le 25 septembre 2018, à l'occasion de la journée d'hommage nationale aux Harkis par la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, Geneviève Darrieussecq, ministre nommée par le gouvernement Philippe. Ce rapport répond à l'engagement du président Emmanuel Macron et du premier ministre, Édouard Philippe et prétend montrer la réalité Harki. De même, dans ce rapport, le gouvernement français assume sa responsabilité et se compromet à réparer les blessures occasionnées tant sociales et morales que financières (Ceaux et Chassard, 2018, p. 3). Les représentants des Harkis avaient proposé au groupe de travail une somme de 40

25 <https://www.humanite.fr/pour-la-reconnaissance-de-la-responsabilite-de-letat-francais-dans-la-mort-de-maurice-audin-655945>

26 <https://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/installation-du-groupe-de-travail-harkis>

milliards d'euros comme réparation financière. Cependant, ce montant se trouvait hors de la portée du gouvernement, d'après le préfet Ceaux, et le montant débloqué a été finalement de 40 millions d'euros, répartis en quatre ans, destinés en grande partie à la revalorisation des pensions des anciens combattants et aux enfants de Harkis les plus en difficulté (*Le Figaro*, le 25 septembre 2018).

Quant à la somme de 40 millions d'euros, considérée « indigne » par les Harkis, Mohamed Badi, porte-parole du CNLH, a commenté :

« Ces annonces ne nous conviennent pas du tout », « nous voulons désormais aller devant la Cour européenne des droits de l'homme pour une loi de reconnaissance et une réparation (financière) correcte » (*Le Figaro*, le 25 septembre 2018).

Macron a vite réagi à ces nouvelles plaintes et le 28 décembre 2018 il a promu le décret n° 2018-1320 du 28 décembre 2018 instituant un dispositif d'aide à destination des enfants d'anciens Harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives de statut civil de droit local et assimilés. Ce décret met en place un fonds de solidarité des enfants de certains Harkis notamment, pour la période 2019-2022. Il ne concerne que les personnes ayant vécu dans les endroits de rapatriement au moins pendant 90 jours et qui résident en France. Dans les mesures stipulées se trouvent la prise en charge totale ou partielle du logement et du système de santé ainsi que l'insertion sociale et professionnelle assurée aux enfants de Harkis par le gouvernement (*Journal Officiel de la République Française* n°0302 du 30 décembre 2018, texte n° 25) **27**.

Malgré toutes ces mesures en bénéfice des Harkis, il s'avère que certaines associations les trouvent incomplètes, comme l'association Harkis du Loiret, qui s'exprime sur son site web²⁸ à travers une lettre de caractère dérisoire et plaintif. Ils se montrent certainement mécontents avec les dernières mesures prises par le gouvernement parce qu'ils les trouvent discriminatoires en ce sens que Macron a fait un « tri sélectif », les aides sont octroyées en fonction du temps séjourné dans les camps, de la scolarisation et de la situation personnelle de chaque demandeur. L'association Harkis du Loiret a affirmé donc dans cette publication du 5 janvier 2019 être déçue par rapport au décret

27

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037883036&categorieLien=id>

28 <http://2id-harkis.over-blog.com/2019/01/joyeux-noel-et-bonne-annee-les-harkis.html>

du 28 décembre 2018 car selon cette association : « Ce n'est pas un vrai cadeau ça, c'est juste le rattrapage de l'inflation qui a stagné ces cinq dernières années » (Harkis du Loiret, le 5 janvier 2018).

Les nouvelles générations de Harkis ne sont pas prêtes à arrêter leur lutte, bien que cette année 2019 n'ait pas eu la même transcendance que l'année 2018 pour les Harkis, autrement dit, qu'on n'a pas écouté autant des plaintes des associations que l'année 2018. Cela se doit à une perte d'identité, selon Farid Moussaoui, président de l'association Mémoires des Harkis qui, le 14 mars 2019, a indiqué dans le journal *Actu.fr* que « Les anciens disparaissent et les jeunes ne se retrouvent plus, ils perdent leur identité » (Guilbert, le 14 mars 2019).

6 CONCLUSION

La réalisation de notre travail nous a permis de comprendre que le passé des Harkis est encore un passage sombre de l'Histoire de la France qui a laissé beaucoup de rancœurs chez les descendants de Harkis. Les Harkis ont rarement parlé des événements, il a fallu attendre les nouvelles générations pour entendre des récriminations et des réclamations sans cesse. Nous avons constaté que les Harkis ont, en effet, été délaissés par le gouvernement de Charles de Gaulle après la guerre d'Algérie, ils n'ont pas été considérés comme des Français à part entière et les gouvernements actuels de J. Chirac, N. Sarkozy, F. Hollande et E. Macron ont dû assumer la tâche de reconnaissance de ces Harkis et leurs descendants qui demandaient une réparation des erreurs commises dans le passé. Néanmoins, nous avons pu vérifier que tous ces gouvernements ont fait des promesses au sujet des Harkis lors de leurs campagnes électorales qui n'ont pas été tenues pendant leurs mandats et cela a aggravé la déception et l'insatisfaction des descendants de Harkis. Ceux-ci ont lutté pour une reconnaissance pendant des années et ils ont abouti à un objectif principal, entre autres, une loi de reconnaissance. Cependant, cela n'a pas satisfait tous les Harkis, alors la question que nous nous posons après avoir réalisé ce travail est la suivante : Est-il possible d'atteindre une réparation réelle pour tous les dommages causés aux Harkis ? Nous avons conclu que afin de comprendre la cause Harki et justifier la rancœur et le mécontentement des Harkis et leurs enfants aujourd'hui, il faut connaître leur histoire malgré que très peu d'études se sont faites à ce propos et dont, la plupart font preuve de subjectivité. Pour la rédaction de notre travail, nos sources d'information ont été diverses afin de pouvoir contempler des différents témoignages et pour avoir des points de vue différents mais nous avons réalisé que chaque étude, chaque rapport montre les mêmes faits et pourtant chacun donne une version subtilement divergente par rapport à l'autre. Nous avons pu vérifier que dans les rapports rédigés par les Harkis, ils récriment à l'État français qu'ils ont été abandonnés par la France tandis que du côté du gouvernement les déclarations relèvent l'insatisfaction constante des Harkis malgré l'assistance portée à leur égard.

En conclusion, la consultation des différents rapports nous a permis de vérifier que le statut des Harkis dans la société française demeure encore à présent un sujet tabou et que les témoignages de certains Harkis, confirment qu'ils ne se sentent pas toujours reconnus ni intégrés dans la communauté nationale.

BIBLIOGRAPHIE

Ageron, Charles-Robert. (1995). Les supplétifs Algériens dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie. *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 48, pp. 3-20.
<https://doi.org/10.3406/xxs.1995.4419>

Assemblée Nationale. (2018, le 20 novembre) *Proposition de résolution visant à acter la reconnaissance de la Nation aux harkis*. (n° 1407). Présenté par Brun, Fabrice et Teissier, Guy. Repéré à www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1407.asp (consulté le 29 août 2019)

Ceaux, Dominique et Chassard, Simon. (2018). *Rapport « Aux Harkis, la France reconnaissante »*. Ministère des armées. Repéré à <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/184000475.pdf> (consulté le 8 juillet 2019)

Chabi, Hafida. (2007). *La situation sociale des enfants de harkis*. Conseil économique et social. Repéré à https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2007/2007_02_hafida_chabi.pdf (consulté le 10 juillet 2019)

Charbit, Tom. (2003). *Les Français musulmans rapatriés et leurs enfants*. Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Paris, France : Université René Descartes – Paris V.

Collectif National Justice pour les Harkis et leurs familles. (2018). *La reconnaissance et la réparation des préjudices subis par les harkis et leurs familles*. Repéré à <https://www.collectifjusticeharkis.fr/app/download/5680874/Argumentaire%2Basso%2Bprojet%2Bcollectif%2B2018.pdf> (consulté le 11 juillet)

Décision N°410611 du Conseil d'État. (2018, le 3 octobre). Repéré à <https://www.conseil-etat.fr/ressources/decisions-contentieuses/dernieres-decisions-importantes/conseil-d-etat-3-octobre-2018-m.-l>

Faivre, Maurice. (2001). L'histoire des Harkis. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 202-203, pp. 55-63. <https://doi.org/10.3917/gmcc.202.0055>

Hamoumou, Mohamed. (1987). Les Français musulmans : rapatriés ou réfugiés ? *AWR-Bulletin, Revue trimestrielle des problèmes des réfugiés*. n° 4. (185-201). Vienne, Autriche.

Les Accords d'Évian. (1962, le 20 mars). Accord de cessez-le-feu en Algérie. *Journal Officiel de la République française*, n° 0067. pp. 3019-3032. Repéré à http://data.overblog-kiwi.com/1/48/53/62/20170716/ob_4203c4_accords-d-evian-jo.pdf (consulté le 9 juillet 2019)

Pervillé, Guy. (1992). Trente ans après : Réflexions sur les accords d'Évian. *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 79, n° 296, pp. 377. <https://doi.org/10.3406/outre.1992.301>

Pervillé, Guy. (2012). La tragédie des harkis : qui est responsable ? Version revue et mise à jour de « La tragédie des harkis : qui est responsable ? », *L'Histoire*, n° 231, pp. 64-67. Repéré à <https://www.lhistoire.fr/la-trag%C3%A9die-des-harkis-qui-est-responsable%C2%A0> (consulté le 9 juillet 2019)

Pierret, Régis. (2007). "Les enfants de harkis, une jeunesse dans les camps.". *Pensée plurielle*, n° 14, pp. 179-192. <https://doi.org/10.3917/pp.014.0179>

Rémond, René. (1998) 1958, *Le retour de De Gaulle* (vol. 28). Éditions Complexe.

Stora, Benjamin. (2003). Guerre d'Algérie : 1999-2003, les accélérations de la mémoire. *Hommes et Migrations*, n° 1244, pp. 92-95. Français et Algériens. <https://doi.org/10.3406/homig.2003.4038>

Stora, Benjamin. (2018). Texte préparatoire élaboré par Benjamin Stora en vue de l'écriture de son ouvrage *Le livre : mémoire de l'Histoire. Réflexions sur le livre et la guerre d'Algérie (2005) : La guerre d'Algérie, de la mémoire à l'histoire*. Repéré à <https://benjaminstora.univ-paris13.fr/index.php/ouvrages/premi%C3%A8res-pages/179-la-guerre-dalgerie-de-la-memoire-a-lhistoire.html> (consulté le 2 septembre 2019)

Wihtol de Wenden, Catherine. (1990). Qui sont les Harkis ? Difficulté à les nommer et à les identifier. *Hommes et Migrations*, n° 1135, Les Harkis et leurs enfants. pp. 7-12.
<https://doi.org/10.3406/homig.1990.1511>

WEBOGRAPHIE

A.F. (2012, le 14 avril). La reconnaissance de Sarkozy envers les harkis. *Le Journal du Dimanche*. Repéré à <https://www.lejdd.fr/Election-presidentielle-2012/Sarkozy-reconnait-la-responsabilite-de-la-France-dans-l-abandon-des-harkis-502745-3123800> (consulté le 28 août 2019)

AFP. (2013, le 4 octobre). Harki: Gasmi cesse sa grève de la faim. *Le Figaro*. Repéré à www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/10/04/97001-20131004FILWWW00536-harkihollande-fin-de-greve-de-la-faim.php (consulté le 04 septembre 2019)

APF. (2016, le 18 mars). Guerre d'Algérie: Hollande indigne opposition et harkis en commémorant le cessez-le-feu du 19 mars 1962. *Le Point*. Repéré à https://www.lepoint.fr/societe/guerre-d-algerie-hollande-viole-la-memoire-des-anciens-combattants-et-harkis-selon-le-pen-fn-18-03-2016-2026287_23.php (consulté le 5 septembre 2019)

Associationahdh. (2009). Harkis : le discours de Nicolas Sarkozy du 31 mars 2007. *Dailymotion*. Repéré à <https://www.dailymotion.com/video/xbnqb1> (consulté le 27 août 2019)

Bernard, Philippe. (2005, le 9 février). Le projet de loi sur les " Français apatriés" déçoit les harkis. *Le Monde*. Repéré à <https://www.lemonde.fr/archives/article/2005/02/09/le->

projet-de-loi-sur-les-francais-rapatries-decoit-les-harkis_397426_1819218.html

(Consulté le 27 août 2019)

Canellas, Claude. (2017, le 20 septembre). Les représentants des Harkis en grève de la faim. *Capital*. Repéré à <https://www.capital.fr/economie-politique/des-representants-des-harkis-en-greve-de-la-faim-1245063> (consulté le 30 août 2019)

César, Nicolas. (2013, le 30 septembre). Un représentant des Harkis en grève de la faim interpelle le président Hollande. *La Croix*. Repéré à <https://www.la-croix.com/Actualite/France/Un-representant-des-Harkis-en-greve-de-la-faim-interpelle-le-president-Hollande-2013-09-30-1029050> (consulté le 12 juillet 2019)

Chichizola, Jean. (2018, le 21 septembre). Guerre d'Algérie: après Maurice Audin, Macron fait un geste pour les harkis. *Le Figaro*. Repéré à www.lefigaro.fr/politique/2018/09/21/01002-20180921ARTFIG00130-guerre-d-algerie-apres-maurice-audin-macron-fait-un-geste-pour-les-harkis.php (consulté le 29 août 2019)

Collectif National de Liaison des Harkis. (2012). Le comité national de liaison des harkis demande à François Hollande de tenir ses engagements ! Message aux associations de Harkis. Repéré à <https://www.cnlh.fr/nos-attentes/> (consulté le 29 août 2019)

Cordillot, Giles. (2000, le 7 juillet). Ce fils de harki doit prouver qu'il est français. *Le Parisien*. Repéré à <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/ce-fils-de-harki-doit-prouver-qu-il-est-francais-07-07-2000-2001487026.php> (consulté le 23 juillet)

Creff, David. (2018, le 10 mars). Une Fleurysoise, épouse de Harki, demande à l'État de l'aider à acheter sa maison. *La République du Centre*. Repéré à https://www.larep.fr/fleury-les-aubrais-45400/actualites/une-fleurysoise-epouse-de-harki-demande-a-l-etat-de-l-aider-a-acheter-sa-maison_12758570/ (consulté le 24 juillet 2019)

Europe 1. (2017, le 19 avril). Macron rencontre des associations harkies après la controverse sur la colonisation. *Europe 1*. Repéré à <https://www.europe1.fr/politique/macron-rencontre-des-associations-harkies-apres-la-controverse-sur-la-colonisation-3305177> (consulté le 29 août 2019)

Fouchet, Antoine, (2014, le 25 septembre). L'État accorde reconnaissance et réparation aux harkis. *La Croix*. Repéré à <https://www.la-croix.com/Actualite/France/L-Etat-accorde-reconnaissance-et-reparation-aux-harkis-2014-09-25-1211666> (consulté le 29 août 2019)

France 3. (2018, le 21 septembre). Harkis, les oubliés de la République. *Franceinfo*. Repéré à https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/harkis-les-oublies-de-la-republique_2951411.html (consulté le 15 juillet 2019)

Guilbert, Thomas. (2019, le 14 mars). Dans l'Eure, les harkis attendent de l'État une reconnaissance officielle des préjudices subis. *Ladépêche*. Repéré à https://actu.fr/normandie/louviers_27375/dans-leure-harkis-attendent-letat-une-reconnaissance-officielle-prejudices-subis_22088249.html (consulté le 1 septembre 2019)

Harkis du Loiret. (2018, le 5 janvier). Joyeux Noël et bonne année les harkis !! [Billet de blogue]. Repéré à <http://2id-harkis.over-blog.com/2019/01/joyeux-noel-et-bonne-annee-les-harkis.html> (consulté le 1 septembre 2019)

Harkis et Droits de l'Homme. (s. d.) Qui sommes nous ? Repéré à <https://associationahdh.wordpress.com/a-propos-2/> (consulté le 12 juillet 2019).

J.-L. A. (2017, le 4 décembre). Agen. Harkis : entre confiance et vigilance. *Ladépêche*. Repéré à <https://www.ladepeche.fr/article/2017/12/04/2697548-harkis-entre-confiance-et-vigilance.html> (consulté le 30 août 2019)

La Guerre D'Algérie. (s. d.). *Encyclopédie Larousse en ligne*. Repéré à https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/guerre_d_Alg%C3%A9rie/104808 (consulté le 9 juillet 2019)

Launay, Ch. (2015, le 12 mai). A Orléans, les harkis veulent être “des Français comme les autres”. *Franceinfo*. Repéré à <https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/2015/05/12/orleans-les-harkis-veulent-etre-des-francais-comme-les-autres-723415.html> (consulté le 29 août 2019)

Laval, Gilbert. (2003, le 11 juillet). Un trou dans la nationalité française du harki. *Libération*. Repéré à https://www.liberation.fr/societe/2003/07/11/un-trou-dans-la-nationalite-francaise-du-harki_439511 (consulté le 19 juillet)

Le Figaro. (2018, le 3 octobre). Le Conseil d'État condamne l'État français à indemniser le fils d'un harki. *Le Figaro*. Repéré à www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/10/03/01016-20181003ARTFIG00258-harkis-le-conseil-d-etat-condamne-l-etat-francais-a-indemniser-le-fils-d-un-harki.php (consulté le 30 août 2019)

Legendre, Sonia. (2011, le 21 novembre). Fatima Benasci-Lancou, « J’ai grandi dans un camp ». *L’hebdo du vendredi*. Repéré à <http://www.lhebdolevendredi.com/article/5092/0> (consulté le 12 juillet 2019)

L'Expression DZ. (2018, le 15 août). Vu d'Algérie « Quelques vérités sur les harkis » d'après Ahmed Lagraâ. *Overblog*. [Billet de blogue]. Repéré à <http://www.harkisdordogne.com/vu-d-algerie-quelques-verites-sur-les-harkis-d-apres-ahmed-lagraa> (consulté le 19 juillet 2019)

L’OBS. (2001, le 26 septembre). Chirac reconnaît la dette française aux harkis. *L’OBS*. Repéré à <https://www.nouvelobs.com/societe/20010925.OBS8710/chirac-reconnait-la-dette-francaise-aux-harkis.html> (consulté le 25 août 2019)

Lorriaux, Aude. (2016, le 26 septembre). Harki ou «traître», le mot de la discorde. *Slate.fr*. [Billet de blogue]. Repéré à www.slate.fr/story/123915/harki-mot-traitre-algerie (consulté le 5 septembre 2019)

Magnan, Pierre. (2012, le 9 mars). Guerre d'Algérie : "la France ne peut pas se repentir", dit Sarkozy. *Franceinfo*. Repéré à <https://www.francetvinfo.fr/politique/guerre-d->

algerie-la-france-ne-peut-pas-se-repentir-dit-sarkozy_264233.html (consulté le 28 août 2019)

Marechal, Edouard de. (2018, le 25 septembre). L'État débloque 40 millions d'euros pour les Harkis et leurs descendants. *Le Figaro*. Repéré à www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/09/25/01016-20180925ARTFIG00170-l-etat-debloque-40-millions-d-euros-pour-les-harkis-et-leurs-descendants.php (consulté le 30 août 2019)

Morvan, Yan., Belgacem, Inès. (2018, le 4 juin). L'histoire de ma famille, des camps aux corons du nord: Je suis une petite-fille de rapatriés d'Algérie. *Streetpress*. [Billet de blogue]. Repéré à <https://www.streetpress.com/sujet/1528117227-rapatries-d-algerie-roubaix> (consulté le 5 septembre 2019)

Pauget, David. (2018, le 21 septembre). «56 ans trop tard»: les associations de harkis demandent plus que la Légion d'honneur. *Rfi*. Repéré à www.rfi.fr/france/20180921-associations-harkis-pretes-porter-plainte-crimes-contre-humanite (consulté le 30 août)

Pauget, David. (2018, le 25 septembre). De l'exil aux camps: itinéraire de deux enfants de Harkis. *Rfi les voix du monde*. Repéré à <http://www.rfi.fr/france/20180925-exil-camps-itineraire-deux-enfants-harkis> (consulté le 15 juillet 2019).

Polizzi, Julie. (2011, le 4 juillet). Millau. Les Harkis, ces Oubliés de France. *Ladépêche*. Repéré à <https://www.ladepeche.fr/article/2011/07/04/1121415-millau-les-harkis-ces-oublies-de-france.html> (consulté le 11 juillet 2019)

Radio Brunet. (2018, le 4 octobre). On était dévêtus, on avait froid et on avait faim: Mohamed Badi raconte les camps de harkis sur RMC. *BFMtv*. Repéré à <https://rmc.bfmtv.com/emission/on-etait-devetus-on-avait-froid-et-on-avait-faim-mohamed-badi-raconte-les-camps-de-harkis-sur-rmc-1537088.html> (consulté le 12 septembre 2019)

Rovan, Anne. (2012, le 14 avril). Harkis : Sarkozy reconnaît la responsabilité de la France. *Le Figaro*. Repéré à www.lefigaro.fr/presidentielle-2012/2012/04/13/01039-20120413ARTFIG00551-harkis-sarkozy-reconnait-la-responsabilite-de-lafrance.php (consulté le 12 septembre 2019)

Sudouest. (2017, le 15 septembre). Harkis : Boaza Gasmi "rassuré" par Emmanuel Macron. *Sudouest Lot-et-Garonne*. Repéré à <https://www.sudouest.fr/2017/09/25/harkis-boaza-gasmi-rassure-par-emmanuel-macron-3806272-3628.php> (consulté le 30 août 2019)

Texte collectif. (2018, le 29 mai). Pour la reconnaissance de la responsabilité de l'État français dans la mort de Maurice Audin. *L'Humanité*. Repéré à <https://www.humanite.fr/pour-la-reconnaissance-de-la-responsabilite-de-letat-francais-dans-la-mort-de-maurice-audin-655945> (consulté le 30 août 2019)

T. Ma. (2011, le 3 juin). Il est temps pour les harkis de passer à l'action. *Sudouest.fr*. Repéré à <https://www.sudouest.fr/2011/06/03/il-est-temps-pour-les-harkis-de-passer-a-l-action-416051-641.php> (consulté le 28 août 2019)

Vincent, Elise. (2012, le 14 avril). Sarkozy reconnaît la "responsabilité historique" de la France dans "l'abandon" des harkis. *Le Monde*. Repéré à https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/14/sarkozy-l-etat-est-responsable-dans-l-abandon-des-harkis_1685682_1471069.html (consulté le 27 août 2019)